



WWF

SYNTHÈSE

INT

RELANCER L'ÉCONOMIE DE L'Océan Indien Occidental

Plaidoyer pour un avenir durable

en association avec

CORDIO

BCG

The Boston Consulting Group

Couverture

Pêcheuse traditionnelle glanant des poulpes à marée basse sur un vaste plateau récifal. La pêche au poulpe représente à la fois une source de nourriture et de moyens de subsistance pour de multiples communautés de l'océan Indien occidental.

© Garth Cripps

Le **Boston Consulting Group** (BCG) est un cabinet international de conseil en gestion occupant le premier rang mondial des consultants en stratégie d'entreprise. Sa stratégie consiste à nouer des partenariats avec ses clients du secteur privé, public et associatif de toutes les régions afin d'identifier leurs meilleures opportunités, de répondre à leurs défis les plus urgents et de transformer leurs entreprises. Son approche personnalisée combine une analyse poussée de la dynamique des entreprises et des marchés et une collaboration étroite à tous les niveaux de l'organisation cliente. Il permet ainsi à ses clients de bénéficier d'un avantage concurrentiel durable, de bâtir des organisations plus performantes et d'obtenir des résultats pérennes. Fondé en 1963, le BCG est une société privée possédant 85 bureaux dans 48 pays. Pour plus d'information, visitez le site bcg.com.

Le **WWF** est l'une des organisations indépendantes de conservation de la nature les plus importantes et les plus expérimentées au monde, forte de plus de 5 millions d'adhérents et d'un réseau mondial englobant plus de 100 pays.

La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation durable des ressources naturelles renouvelables et en promouvant la réduction de la pollution et du gaspillage.

Une production du WWF International

Dans le présent rapport, ni la désignation des entités géographiques, ni la présentation des informations n'impliquent l'expression d'une quelconque opinion de la part du WWF au sujet du statut juridique des pays, des territoires, des régions et de leurs administrations, ou encore de la délimitation de leurs frontières.

Publié en janvier 2017 par le WWF (World Wide Fund for Nature, ex-World Wildlife Fund) à Gland (Suisse). Toute reproduction intégrale ou partielle de la présente publication doit mentionner le titre et l'auteur principal et reconnaître à l'éditeur susmentionné la qualité de titulaire des droits d'auteur.

© Texte 2017 WWF. Tous droits réservés.

ISBN 978-2-940529-44-5

Citation recommandée: Obura, D. *et coll.*, 2017. *Relancer l'économie de l'océan Indien occidental : plaidoyer pour un avenir durable, Synthèse*. WWF International, Gland (Suisse). 20 pp.



Imprimé par Doveton Press
sur papier 100% recyclé
Oxygen Offset

Auteur principal : Dr David Obura, CORDIO East Africa, B.P. 10135, Mombasa 80101, Kenya

The Boston Consulting Group : Marty Smits, Taz Chaudhry, Jen McPhillips, Douglas Beal, Camille Astier

Rédacteur en chef : John Tanzer

Directeur de la rédaction : Paul Gamblin

Conseillers de rédaction : Valérie Burgener, Sian Owen, Aimee Gonzales

Nous tenons tout particulièrement à remercier : Jessica Battle, Luke Brander, Garth Cripps, Ali Dehlavi, Wetjens Dimmlich, Hugh Doulton, John Duncan, Joao Carlos Fernando, Elaine Geyer-Allely, Domingos Gove, May Guerraoui, David Hirsch, Jurgenne Honculada-Primavera, Barney Jeffries, Evan Jeffries, Frederick Kumah, Dresy Lovasoa, James Mbugua, Solani Mhango, Helena Motta, Rab Nawaz, Amani Ngusaru, Denise Nicolau, Maria Catalina Reyes Nivia, Linwood Pendleton, Harifidy Ralison, Tiana Ramahaleo, Nanie Ratsifandrihamanana, Laura Robson, Anabela Rodrigues, Toby Roxburgh, Melita Samoilys, Peter Scheren, Alfred Schumm, Mkhululi Silandela, Laurent Somé, Rashid Sumaila, Christine Tam, Taye Teferi, Rose Thuo, Dixon Waruinge.

Maquette : Stefane Mauris et Miller Design

Infographie : Catalyze Communications (Marc-Antoine Dunais, Maria Thezar)

À propos de l'auteur principal : le Dr David Obura est Directeur et fondateur de CORDIO East Africa, un centre de recherche soutenant la gestion et la conservation durables des récifs coralliens et des systèmes marins en Afrique orientale et dans l'océan Indien occidental. CORDIO collabore avec les parties prenantes, les dirigeants et les décideurs politiques en vue d'orienter les recherches vers l'obtention de bénéfices pratiques. Les travaux du Dr Obura portent avant tout sur la résilience des récifs coralliens, les impacts du changement climatique, et la biogéographie des coraux de l'océan Indien. La compréhension du sort des récifs coralliens présente l'intérêt d'apporter un éclairage sur les mutations imminentes des autres écosystèmes et des conditions de vie des individus tributaires des services de la nature. Le Dr Obura contribue à cette perspective à travers de multiples processus régionaux ou globaux, qui l'ont amené à participer à la mise en place d'une initiative pour un avenir durable au Nord du canal du Mozambique, à présider le Groupe des spécialistes sur les coraux de l'UICN, et à concourir à la gestion de la biodiversité et des réseaux océaniques à l'UNESCO et dans d'autres organismes.

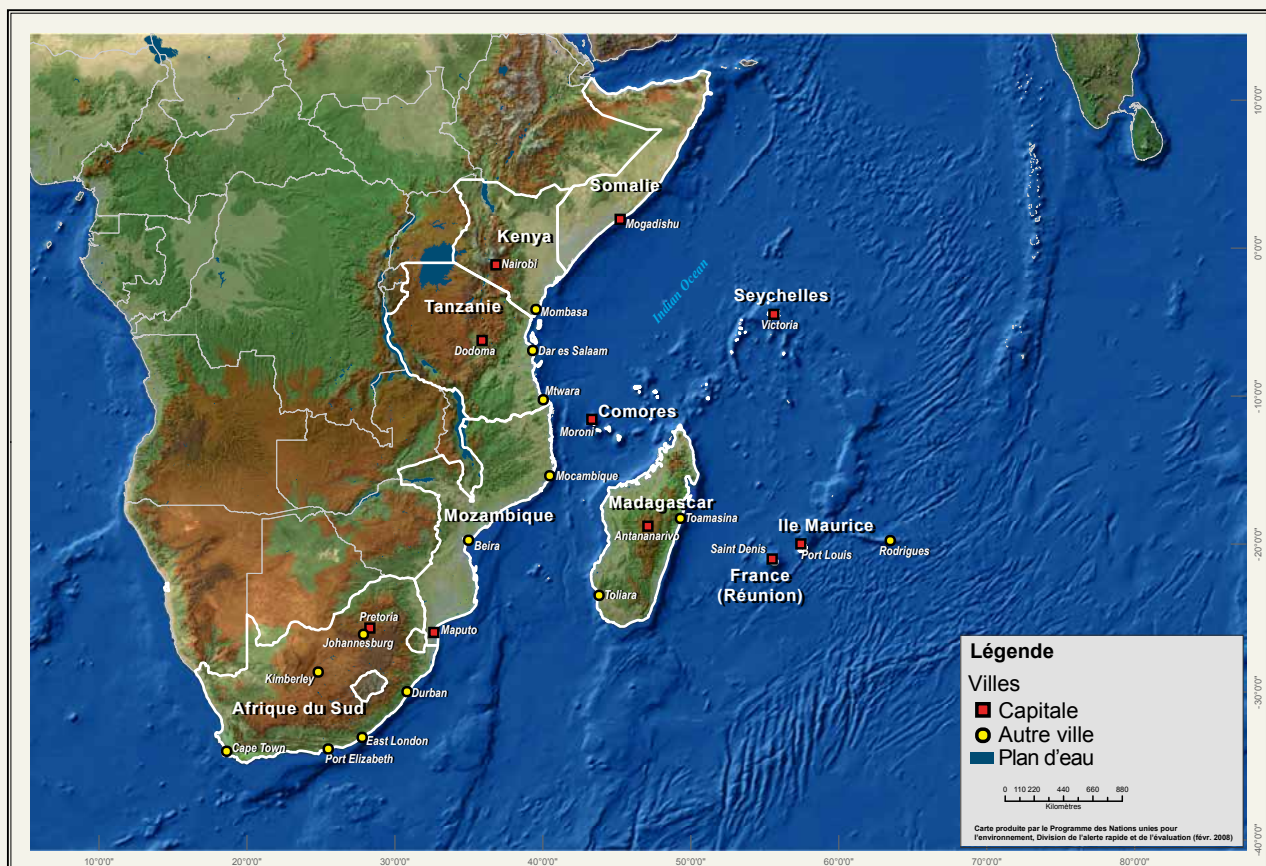
Pour accéder à l'ensemble des références ou pour approfondir le sujet, se reporter au rapport principal disponible en anglais à l'adresse ocean.panda.org.

SYNTHÈSE

On ne saurait trop insister sur l'importance de l'océan Indien occidental pour le tissu socio-économique de la région. 60 millions de personnes vivent à moins de 100 km du littoral.

Région homogène sur les plans biogéographique, climatique et socio-politique, l'océan Indien occidental se compose de 10 États, continentaux pour les uns, insulaires pour les autres : l'Afrique du Sud, les Comores, la France, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, les Seychelles, la Somalie et la Tanzanie. En tout, sa population avoisine les 220 millions d'habitants, dont plus d'un quart sont établis à moins de 100 km des côtes.

D'une superficie équivalente à 30 millions de km², l'océan Indien occidental représente pas moins de 8,1 pour cent de la surface totale des océans et est bordé par plus de 15 000 km de littoral. Parmi ses sous-régions variées figure le Nord du canal du Mozambique, point chaud de biodiversité marine tropicale : récifs coralliens, mangroves, marais salants, herbiers marins et habitats pélagiques et d'eaux profondes y abritent une multitude d'espèces dont dépendent tant les économies que les moyens de subsistance des communautés.



Anciennes de plusieurs centaines d'années, les cultures des communautés côtières se sont construites sur la pêche, le commerce maritime et la consommation de ressources marines.

Mais la croissance démographique rapide, les transformations géopolitiques et culturelles et la mondialisation des échanges qui ont marqué les 50 dernières années ont altéré les rapports unissant les populations à leur océan. Une nouvelle approche s'impose par conséquent de toute urgence.

À l'heure actuelle, le bon état des écosystèmes océaniques et côtiers forme le socle de la richesse de la région et offre parallèlement un immense potentiel de développement durable. Basé sur les informations disponibles, ce rapport illustre l'importance cruciale que revêtent les « actifs » marins et côtiers pour les économies de la région, les moyens de subsistance et le bien-être de leurs populations. L'analyse présentée dans ce rapport évalue le « produit marin brut » annuel de la région de l'océan Indien occidental, équivalent du produit intérieur brut (PIB) annuel d'un État, à au moins 20,8 milliards d'US\$. La base totale d'actifs océaniques de la région (ou « fonds de richesses communes »), elle, est estimée à au moins 333,8 milliards d'US\$. Ces deux valeurs renvoient à la fois aux productions directes de l'océan (ex. la pêche), aux services rendus par l'océan (ex. le tourisme marin) et aux bénéfices secondaires associés aux littoraux (ex. la séquestration du carbone)¹. **L'économie de l'océan Indien occidental est donc comparable aux plus grandes économies nationales de la région.**

En valeur absolue, le produit marin brut annuel peut à première vue paraître faible au regard du poids de l'économie océanique mondiale, évalué à 2,5 billions d'US\$. Mais considérant le fait que plusieurs pays de l'océan Indien occidental comptent parmi les plus pauvres de la planète, le milieu océanique a un rôle significatif dans la réduction de la pauvreté. Preuves en sont les bénéfices qu'il fournit que ce soit en matière de sécurité alimentaire ou de moyens de subsistance, mais dont l'importance, quoique primordiale, est omise dans l'analyse économique conventionnelle.

¹ Les résultats présentés reposent sur des estimations prudentes. Notons que l'analyse a exclu de quantifier des actifs incorporels aussi importants que le rôle de l'océan dans la régulation du climat, la stabilisation de la température, la production d'oxygène, l'enrichissement spirituel et culturel, ou encore la valeur intrinsèque de la biodiversité. Il est par ailleurs difficile de chiffrer l'apport d'activités telles que la pêche de subsistance, de part la nature décentralisée et informelle du marché qui en découle. Enfin, il n'est tenu compte ni des produits indépendants des fonctions écologiques de l'océan (ex. générés par l'extraction minière en mer ou le transport maritime), ni des actifs pour lesquels les données ne sont pas encore disponibles.



© Garth Cripps

Pirogue traditionnelle dans l'océan Indien occidental. Les pêcheurs doivent aller toujours plus loin des côtes pour trouver des zones de pêche encore productives.

FIGURE 1 Océan Indien Occidental (OIO) : QUELLE VALEUR ÉCONOMIQUE ?

VALEUR DES ACTIFS OCÉANIQUES DE L'OIO : UN FONDS DE RICHESSES COMMUNES

Source de valeur considérable, les actifs marins de l'OIO pourraient toutefois en procurer davantage s'ils étaient bien gérés.

333,8 milliards US\$

BASE D'ACTIFS FORMANT LE FONDS DE RICHESSES COMMUNES



PRODUIT MARIN BRUT DE L'OIO

(données de 2015)

20,7%

SERVICES DIRECTS FOURNIS PAR L'OCÉAN

Le Produit marin brut (PMB) constitue la valeur économique annuelle générée par l'océan.

- 19,0% Tourisme marin
- 0,8% Recherche & développement
- 0,5% Sécurité & contrôle
- 0,2% Recherche océanique
- 0,1% Industrie des croisières
- 0,1% Éducation & formation

70,2%

BÉNÉFICES SECONDAIRES DE L'OCÉAN

- 50,0% Tourisme côtier
- 14,0% Séquestration du carbone
- 6,0% Protection côtière
- 0,2% Biotechnologies marines

9,1%

PRODUCTION DIRECTE DE L'OCÉAN

- 7,8% Pêche industrielle
- 1,2% Pêche de subsistance
- 0,1% Aquaculture / mariculture



MANGROVES, RÉCIFS CORALLIENS, PRODUITS DE LA MER, PÊCHEURS, OPÉRATEURS TOURISTIQUES : TOUT EST LIÉ

Dans l'OIO, moyens d'existence et revenus des populations sont souvent inextricablement liés à la fonctionnalité des écosystèmes. Conséquence : lorsque la nature est dégradée, tous en paient le prix.



ACTIFS PRIMAIRES

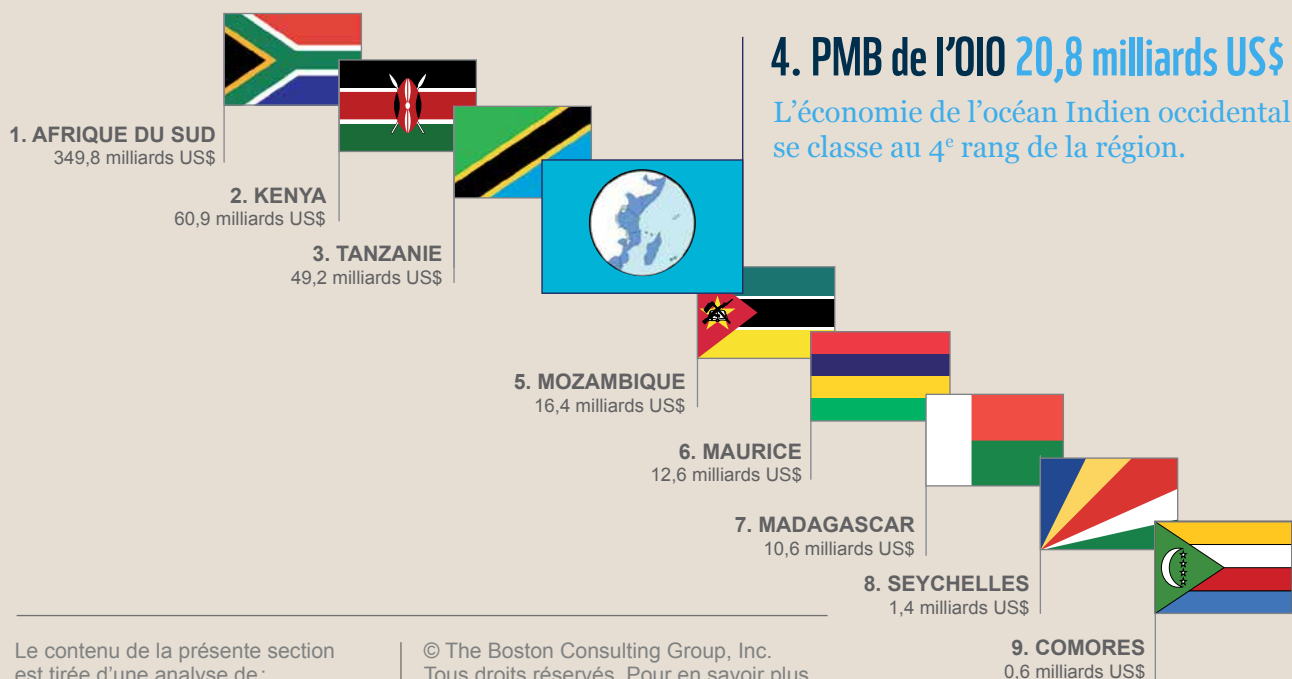
	Pêches maritimes	135,1 milliards US\$
	Mangroves	42,7 milliards US\$
	Récifs coralliens	18,1 milliards US\$
	Herbiers	20,8 milliards US\$

ACTIFS SECONDAIRES

	Littoral productif	93,2 milliards US\$
	Absorption du carbone	24,0 milliards US\$

OÙ SE SITUE LE PRODUIT MARIN BRUT DE L'OIO PAR RAPPORT AUX PIB RÉGIONAUX ?

(Banque mondiale, 2014)



Le contenu de la présente section est tirée d'une analyse de :

BCG

THE BOSTON CONSULTING GROUP

© The Boston Consulting Group, Inc.
Tous droits réservés. Pour en savoir plus sur la méthodologie du BCG, consultez le site : ocean.panda.org

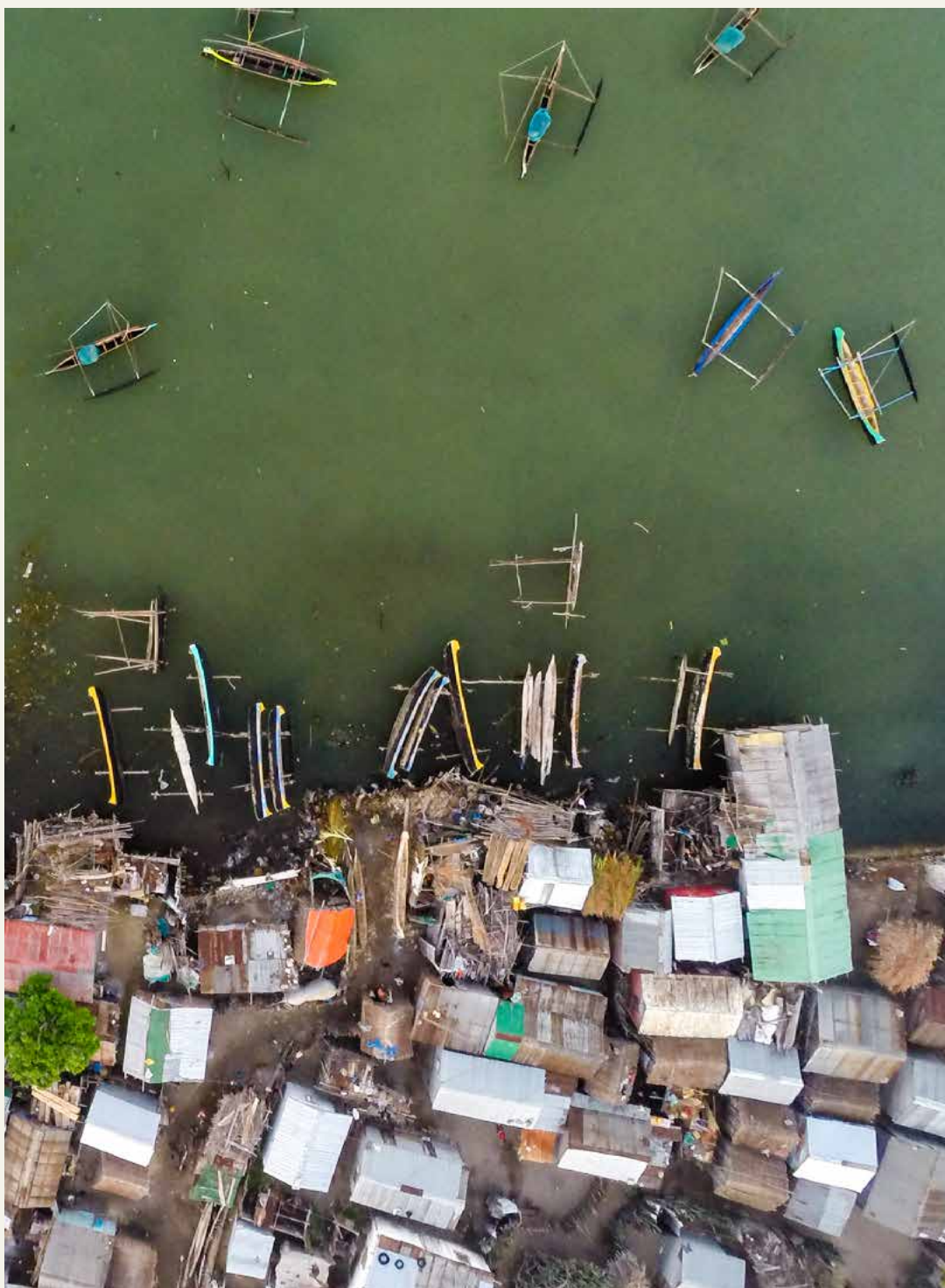
* Données indisponibles pour la Somalie et la France (PIB régional). Projections pour 2015 basées sur les données 2014 de la Banque mondiale.

Deux tendances de fond se dégagent aujourd'hui : l'Afrique s'apprête à vivre de profondes transformations, et l'exploitation de l'océan progresse plus vite que jamais. Ce double constat place les dirigeants de la région de l'océan Indien occidental devant un choix décisif. La poursuite de pratiques intensives d'exploitation des ressources, adoptées aux 19^e et 20^e siècles sous l'impulsion des pays industrialisés, aurait pour effet d'accentuer la dégradation de l'environnement, le « déficit de biocapacité », et par conséquent, de mettre en péril les perspectives à long terme et la sécurité sociale et économique. **Un autre choix consisterait, pour les décideurs, à explorer des pistes innovantes axées sur l'efficacité d'utilisation des ressources au service du développement durable. C'est précisément là que l'océan et ses actifs peuvent jouer un rôle majeur,** car la sauvegarde des écosystèmes océaniques aurait pour intérêt de faire sortir de nombreux individus de la pauvreté et d'asseoir les économies nationales sur un socle stable capable d'en garantir la prospérité.

Notre système économique faisant abstraction de la majorité des coûts environnementaux ou se contentant de les externaliser, les bénéfices tirés de l'océan sont généralement perçus comme étant fournis naturellement, et par conséquent acquis. À moins que leur valeur ne soit reconnue et qu'une action forte ne soit mise en œuvre pour préserver les actifs naturels dont elle découle, ils sont tout simplement voués à s'épuiser rapidement au cours des prochaines décennies.

Bien qu'encore préservés, les écosystèmes côtiers et marins de l'océan Indien occidental donnent de plus en plus de signes de faiblesse.

Nombreuses sont les communautés littorales à rencontrer des difficultés économiques à cause de la détérioration de leurs ressources, elles-mêmes liées aux pressions grandissantes exercées par le développement des infrastructures, l'industrie extractive, la croissance démographique et le changement climatique. Confrontés aux impacts cumulés de l'exploitation locale et des risques globaux, récifs coralliens et mangroves accusent eux aussi un déclin ; d'importants stocks de poissons se retrouvent menacés par la surpêche et une mauvaise gestion ; quant aux aménagements côtiers et urbains, ils se multiplient sans être réellement encadrés. Résultat : le capital naturel de la région de l'océan Indien occidental connaît une érosion graduelle qui porte préjudice à la valeur de l'océan pour les générations présentes et futures.



© Garth Cripps

L'empreinte humaine s'accroissant à vive allure dans les zones côtières de l'océan Indien occidental, la mise en œuvre efficace de politiques vigoureuses s'avère cruciale pour orienter la région vers un avenir durable et inclusif.

FIGURE 2 **ÉTAT DES ACTIFS MARINS DE L'Océan Indien Occidental (OIO)**

UNE POPULATION EN PLEIN ESSOR

(en millions d'habitants) ⁶



ENVIRON

60 millions

DE PERSONNES VIVENT À MOINS DE 100 KM DES CÔTES DANS L'OIO, CE QUI ACCENTUE LE STRESS SUBI PAR LES RESSOURCES NATURELLES. ²

Accroissement rapide de la population et du niveau de consommation, dépendance étroite des moyens de subsistance vis-à-vis des ressources côtières et marines : tels sont les deux grands facteurs de surexploitation et de dégradation des écosystèmes littoraux de l'océan Indien occidental.

LES MANGROVES EN RECUL ⁵

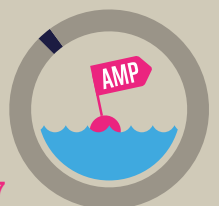
↓ **18%** TANZANIE (1980-2005)
KENYA (1985-2010)

↓ **27%** MOZAMBIQUE (1990-2002)



UNE PROTECTION INSUFFISANTE

SEULES 2,4%
DES ZONES MARINES BÉNÉFICIENT
D'UNE PROTECTION SOUS UNE
FORME OU UNE AUTRE DANS L'OIO. ⁷



SOURCES : 1. Obura *et coll.* (en cours de révision); 2. CIESIN (2015); 3. FAO (2013); 4. CTOI (2016); 5. Convention de Nairobi (PNUE) et WIOMSA (2015); 6. UNESA (2015); 7. WDPA (2016); 8. WRI (2011).

RÉCIFS CORALLIENS EN DANGER



ENTRE 71 ET 100%

DES RÉCIFS SE TROUVENT MENACÉS DANS LES PAYS DE L'OIO

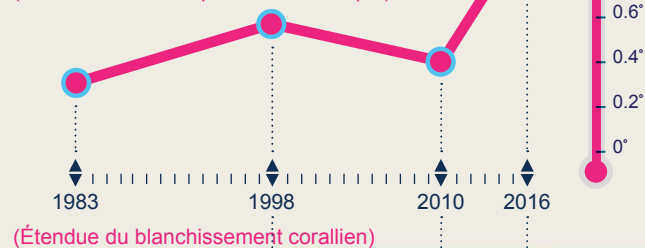
(À L'EXCLUSION DES SEYCHELLES).⁸

La multiplication des blanchissements coralliens de masse dans la région s'accompagne d'une élévation de la mortalité des coraux à grande échelle. Or en 2016, la hausse de la température des océans devrait être deux fois supérieure à celle relevée en 1998, date du pire épisode annuel enregistré à ce jour.

ÉTUDE DE CAS : LE BLANCHISSEMENT CORALLIEN À MAYOTTE

Les récifs de Mayotte ont subi quatre graves épisodes de blanchissement à intervalles rapprochés. L'ampleur de la hausse des températures constatée en 2016 pourrait bien, cette fois, faire définitivement obstacle à leur rétablissement.¹

(Élévation de la température océanique)



DÉCLIN DES STOCKS DE POISSON



35%

DES STOCKS ÉTUDIÉS
DANS L'OIO SONT
EXPLOITÉS
AU MAXIMUM DE
LEUR CAPACITÉ.

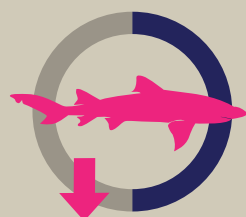
28%

SONT SUREXPLOITÉS.³

Risque de dégradation des habitats
par les grandes marées noires



LES REQUINS MENACÉS



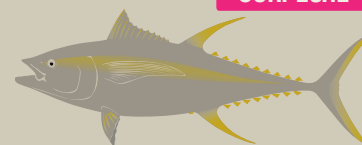
50%

PLUS DE LA MOITIÉ DES
50 ESPÈCES DE REQUINS ÉTUDIÉES
DANS L'OIO SONT CONSIDÉRÉES
COMME MENACÉES.⁵

LE THON JAUNE SUR LA PENTE

LE STOCK DE THON JAUNE
DE L'OIO RISQUE
DE S'EFFONDRE
EN QUELQUES ANNÉES
SI AUCUNE ACTION N'EST PRISE.⁴

SURPÊCHÉ



C'EST LE MOMENT DE PASSER À L'ACTION AVANT QUE LE « FONDS DE RICHESSES COMMUNES » DE L'Océan Indien occidental NE S'ÉPUISE POUR DE BON.

Le présent rapport décrit un plan d'action sur 15 ans contenant les solutions à mettre en œuvre pour renverser les tendances négatives en cours et bâtir une économie bleue océanique visant le développement durable, ceci grâce à des investissements dans les actifs naturels et à une gestion économique prudente. Le cadre proposé s'inscrit dans l'Agenda 2030 des Nations Unies (Objectifs de développement durable ou ODD) fixé par la communauté internationale. Il s'articule autour de sept mesures essentielles destinées à se renforcer mutuellement, et donc à être appliquées en synergie.

MESURE 1

ASSURER UNE GESTION EFFICACE DES ACTIFS OCÉANIQUES

Mettre en œuvre les mesures permettant d'atteindre l'Objectif n°11 d'Aichi et l'ODD 14 en constituant de nouveaux réseaux écologiquement et socialement cohérents d'aires marines protégées et d'aires marines gérées localement dans les habitats côtiers et hauturiers critiques, et en assurer la gestion efficace.

MESURE 2

GARANTIR LA DURABILITÉ DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE ARTISANALES ET INDUSTRIELLES

Promulguer la législation donnant effet aux lignes directrices de la FAO et renforcer les approches communautaires et le partage des bénéfices dans le domaine halieutique et aquacole de manière à couvrir 50 % de l'ensemble du poisson consommé d'ici 2030.

MESURE 3

METTRE EN PLACE DES ÉCONOMIES DU 21^e SIÈCLE CLIMATO-RÉSILIENTES ET NEUTRES EN CARBONE

Créer des incitations à la résilience écosystémique aux variations climatiques en instaurant des mécanismes de financement durable et déployer des stratégies nationales pour un développement neutre en carbone à l'horizon 2030.

MESURE 4

ADOPTER UNE APPROCHE TOURNÉE VERS UNE ÉCONOMIE BLEUE DURABLE ET INCLUSIVE

Appliquer des politiques et une législation internalisant les valeurs environnementales dans les pratiques des entreprises, organiser un marché du travail plus inclusif, et satisfaire les besoins de production et de consommation de 50 % d'habitants supplémentaire d'ici 2030.

MESURE 5

ÉTABLIR UNE PLANIFICATION ET UNE GESTION OCÉANIQUE INTÉGRÉES

Concevoir et appliquer des plans de gestion océanique intégrée articulés autour de processus de planification spatiale marine aux échelles voulues (nationale, sous-régionale, sous-nationale). Ces plans doivent être harmonisés entre eux et, d'ici 2030, couvrir l'ensemble de la région de l'océan Indien occidental.

MESURE 6

INVESTIR DANS LE CAPITAL SOCIAL EN VUE D'ASSEoir LA PROSPÉRITÉ FUTURE

Intégrer les stratégies sociale, économique et écologique dans la réalisation des différents ODD en centrant l'action sur les riverains des zones côtières de l'ensemble des pays de l'océan Indien occidental.

MESURE 7

BÂTIR DES PARTENARIATS AXÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Développer des politiques et promouvoir les meilleures pratiques favorisant la conclusion de partenariats multi-partites pour garantir l'obtention de bénéfices sociaux, écologiques et économiques équitables. Le nombre de partenariats devrait ainsi progresser, et avec lui, la proportion d'actifs naturels efficacement gérés.

SCÉNARIO DU STATU QUO

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement, l'acidification et l'élévation du niveau des mers, et les événements climatiques extrêmes, portent gravement atteinte aux actifs qui sont notamment les récifs coralliens et les mangroves et érodent les services écosystémiques qu'ils rendent, comme l'approvisionnement en nourriture et la protection côtière.

LA SUREXPLOITATION

des ressources marines affaiblit la pêche artisanale et commerciale, et ce faisant, compromet la sécurité alimentaire, l'emploi et les moyens de subsistance.

ABSENCE DE PLANIFICATION INTÉGRÉE

Industries extractives, transport maritime, pêche et tourisme sont autant de secteurs qui sont en conflit les uns avec les autres et contribuent à l'épuisement des actifs océaniques.

LES HABITATS EN BONNE SANTÉ,

mangroves et récifs coralliens en tête, apportent une protection vitale dans la mesure où les littoraux se trouvent confrontés à une élévation du niveau des mers et à des tempêtes plus violentes sous l'effet du changement climatique.

LA PÊCHE RESPONSABLE,

de même que l'aquaculture basée sur des pratiques respectueuses de l'environnement, assurent des bénéfices économiques et des protéines à long terme à une population croissante.

LA GESTION INTÉGRÉE

visé à optimiser l'exploitation durable de la mer à long terme en renforçant la coopération entre les secteurs.

MESURE 1



MESURE 2



MESURE 3



MESURE 4



MESURE 5



MESURE 6



MESURE 7



SCÉNARIO D'UNE ÉCONOMIE BLEUE DURABLE

Assurer une gestion efficace des actifs océaniques

Garantir la durabilité de la pêche et de l'aquaculture artisanales et industrielles

Mettre en place des économies du 21^e siècle climato-résilientes et neutres en carbone

Adopter une approche tournée vers une économie bleue durable et inclusive

Établir une planification et une gestion océaniques intégrées

Investir dans le capital social en vue d'asseoir la prospérité future

Bâtir des partenariats axés sur le développement durable

LES ZONES PROTÉGÉES BIEN GÉRÉES

améliorent la santé des écosystèmes et concourent à la sauvegarde de la sécurité alimentaire, des revenus et des emplois.

AIRE MARINE GÉRÉE LOCALEMENT (AMGL) / AIRE MARINE PROTÉGÉE (AMP)

LES FAMILLES SAINES ET ÉDUQUÉES

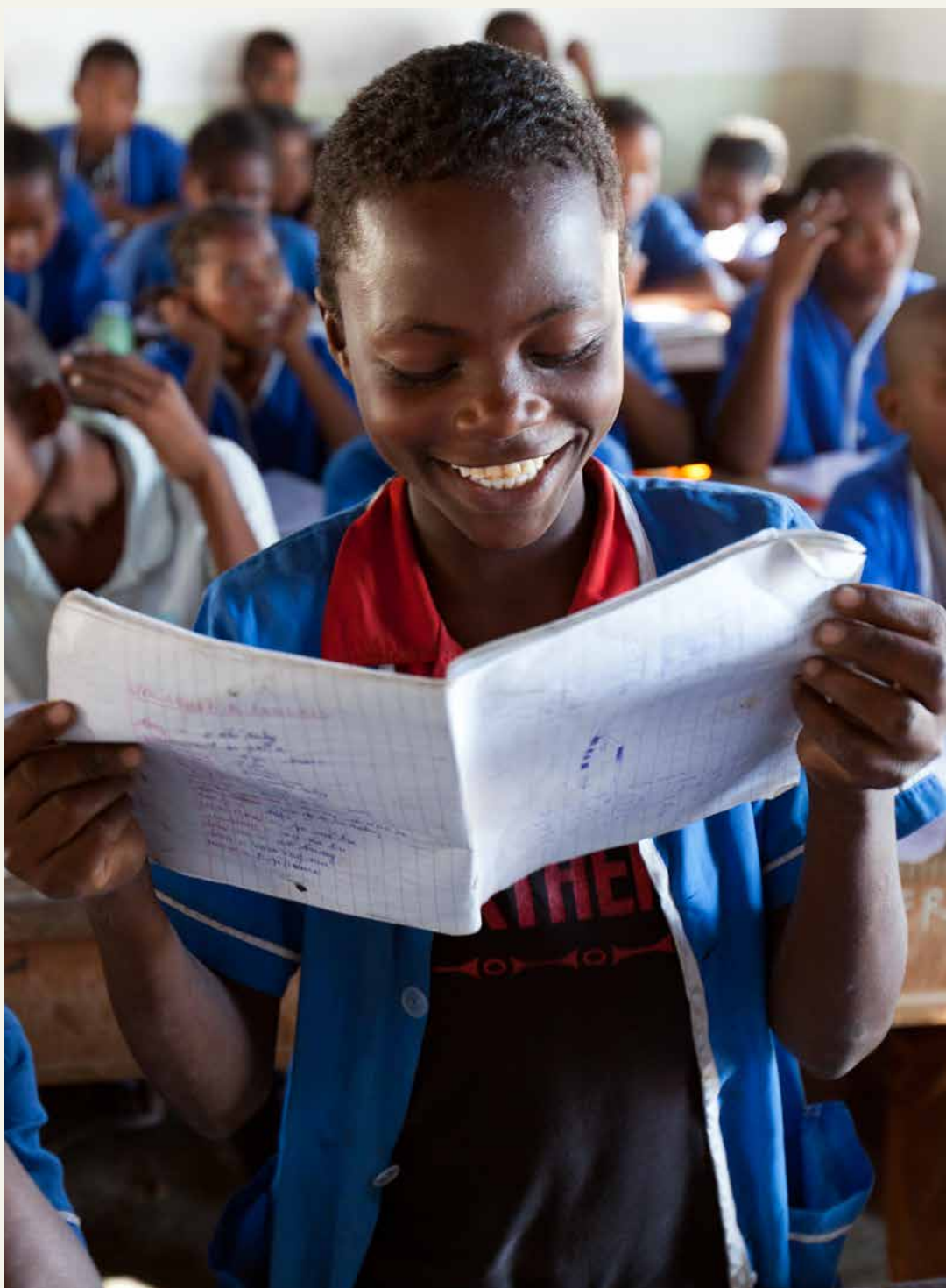
contribuent à une économie bleue inclusive et à un avenir durable.

Le potentiel des pays de la région apparaît suffisamment élevé pour leur permettre de concrétiser la vision portée par le Programme d'action stratégique pour la protection de l'océan Indien occidental (WIOSAP) et de se développer en s'appuyant sur des actifs océaniques considérables. En plus de délimiter le cadre prévu à cette fin, les mesures précédemment mentionnées vont contribuer à transcrire dans la réalité les ODD et l'Accord climatique signé à Paris en 2015. À l'échelle continentale, la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans et l'Agenda 2063 établis par l'Union africaine donnent un aperçu complet de la vision globale sous-tendant une économie bleue viable et inclusive, véritable pivot de l'Afrique vers l'océan dans l'optique d'une croissance durable à long terme.

Il n'est pas concevable d'imaginer un avenir économique prospère pour les pays de l'océan Indien occidental sans protection ni restauration des écosystèmes dont dépendent des industries comme la pêche et le tourisme. Le moment est donc venu d'opérer une réelle transformation des pratiques économiques en mobilisant toutes les parties prenantes et en valorisant et consolidant leur base d'actifs naturels.

Cette trajectoire suppose un leadership engagé et visionnaire prêt à mettre en oeuvre des décisions radicales et une action vigoureuse. Or les dirigeants de l'océan Indien occidental sont justement prêts à montrer au monde comment mettre le cap sur une économie bleue durable et inclusive.

Au sein du vaste éventail des politiques et pratiques de durabilité, les mesures identifiées ici se donnent l'ambition d'aider les pays de l'océan Indien occidental à préserver et à optimiser le potentiel de leurs actifs océaniques à long terme, et par là même, à procurer les logements, la nourriture, les revenus et les emplois aptes à assurer un avenir durable pour la région. Ce rapport appelle tous les dirigeants à agir d'urgence ensemble pour prendre les mesures concrètes conditionnant la mise en place d'une économie bleue inclusive et durable défendant tant les intérêts des populations de la région que l'environnement les accueillant.



© Garth Cripps

Apprendre dans la joie malgré les difficultés du quotidien. Telle est l'une des composantes des Objectifs du développement durable que l'Agenda 2030 de l'ONU, soucieux d'assurer un meilleur avenir pour tous, entend mettre en pratique en intégrant les stratégies sociale, économique et écologique.



**IL N'EST PAS CONCEVABLE D'IMAGINER UN AVENIR
ÉCONOMIQUE PROSPÈRE POUR LES PAYS DE
L'OCÉAN INDIEN OCCIDENTAL SANS PROTECTION NI
RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES DONT DÉPENDENT
DES INDUSTRIES COMME LA PÊCHE ET LE TOURISME.**



L'océan Indien occidental en chiffres

333,8
MILLIARDS US\$

La valeur totale des actifs de l'océan Indien occidental est supérieure à 333,8 milliards d'US\$.

60 MILLIONS

Dans la région de l'océan Indien occidental, environ 60 millions de personnes vivent à moins de 100 km des côtes.

4^e

La production économique annuelle de l'océan Indien occidental en fait la quatrième économie de la région.

2,4%

Seules 2,4% des zones marines bénéficient d'une protection sous une forme ou une autre dans l'océan Indien occidental.

100%
RECYCLÉ



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les êtres humains vivent en harmonie avec la nature.

panda.org

PROTÉGEZ NOS MERS 